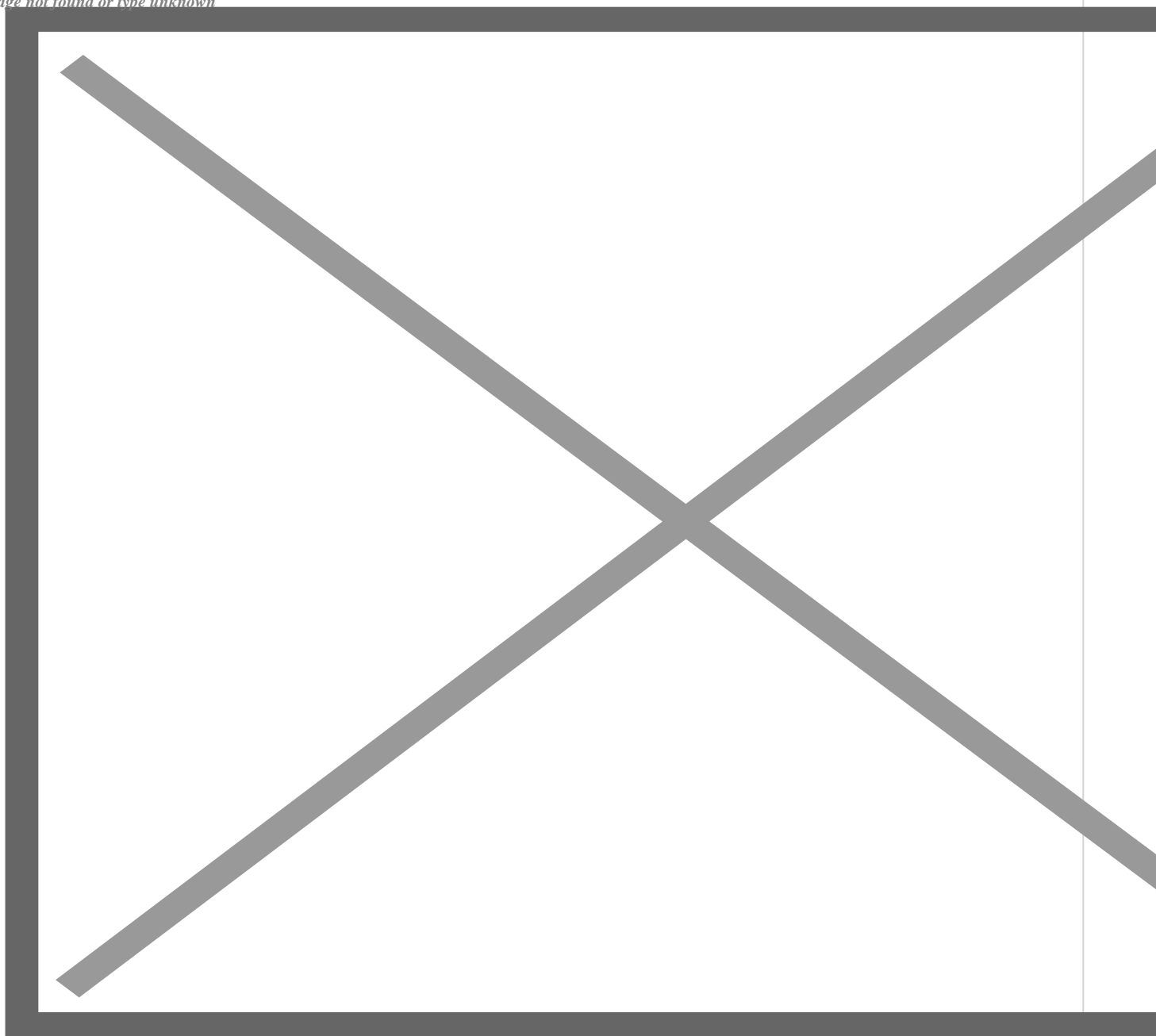


Les ravages de l'exploitation minière illégale en Équateur

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce.

Ces dernières années, l'exploitation minière illégale a connu une expansion vertigineuse dans toute l'Amérique Latine et est devenue une autre cause de la destruction de l'Amazonie. La déforestation, la destruction d'écosystèmes et la contamination de l'eau, du sol et de l'atmosphère sont quelques-unes des conséquences de ce phénomène, mettant en danger la santé des populations locales, principalement autochtones.

Selon des études, il existe plus de deux mille points d'extraction non autorisés dans ce que l'on appelle le "poumon de la planète" et une trentaine de rivières servant à pratiquer cette activité illégale et à faciliter l'entrée des machines et la sortie des minéraux.

Napo, l'une des 24 provinces de l'Équateur, située dans la région amazonienne, est l'une des zones les plus touchées. Les statistiques montrent qu'entre octobre 2021 et janvier dernier seulement, l'exploitation minière illégale a occupé 70 hectares de la rive gauche de la rivière Jatunyacu. Le sort n'est pas plus enviable à Yutzupino, qui, selon les experts, est en grande partie asséché par l'exploitation minière illégale depuis environ cinq ans.

La présence de cuivre, de fer, de manganèse, de plomb et de zinc dans les eaux des affluents dépasse de jusqu'à 500 % les limites autorisées. Ces métaux lourds peuvent être transmis à l'homme par la chaîne alimentaire.

Les dénonciations constantes de ces dernières semaines ont conduit à une opération des forces militaires à Yutzupino ces derniers jours. Lors de ces opérations, des dizaines de pelleteuses et d'équipements pour l'extraction d'or et d'autres minéraux ont été saisis.

Toutefois, compte tenu de la situation délicate, les organisations autochtones de Napo ont déclaré l'état d'urgence dans la province. La région amazonienne de l'Équateur, ont-ils dit, fera l'objet d'une dénonciation et d'une mobilisation constante.

Zenaida Yasacama, vice-présidente de la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur, CONAIE, a dénoncé le fait que l'exploitation minière se poursuit à Napo, même si le gouvernement a finalement décrété une suspension temporaire.

La vérité est que les demandes des populations concernées ont été ignorées et que de nombreux intérêts sont en jeu. Les autochtones demandent donc la fin de l'impunité et que les autorités locales, les juges et les procureurs fassent l'objet d'une enquête pour irrégularités dans les procédures judiciaires contre cette activité illégale.

Ils demandent également des examens complets de la santé des habitants des communautés installées le long des rives en raison de possibles maladies et affections causées par la contamination environnementale.

La Constitution équatorienne, approuvée en 2008 par le président de l'époque, Rafael Correa, stipule que les provinces amazoniennes font partie d'un écosystème nécessaire à l'équilibre environnemental de la planète.

Cependant, la réalité en est une autre. Il n'y a pas eu de réponse adéquate et rapide à l'exploitation minière illégale, rendant également la région un lieu de violence et d'insécurité pour ses habitants.

En outre, la politique du gouvernement du président Guillermo Lasso visant à développer rapidement l'exploitation minière en Amazonie a également conduit, selon diverses organisations, à une augmentation de l'exploitation minière illégale.

Les communautés indigènes défendent leur droit de vivre dans un environnement protégé et sain, tout comme leur relation quotidienne avec l'environnement. Il s'agit d'une leçon de vie pour beaucoup des gens que pour gagner de l'argent, sont prêt à détruire notre planète.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/287218-les-ravages-de-l'exploitation-mini%C3%A8re-illegale-en-equateur>



Radio Habana Cuba